

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Boulevard George Sand  
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 28/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GMC - Galvanoplastie Moderne du Centre**

Route de Tours  
ZI

36500 Buzançais

Références : VAT20260028

Code AIOT : 0010000547

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement GMC - Galvanoplastie Moderne du Centre implanté Route de Tours ZI 36500 Buzançais. L'inspection a été annoncée le 23/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GMC - Galvanoplastie Moderne du Centre
- Route de Tours ZI 36500 Buzançais
- Code AIOT : 0010000547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

GMC est une installation de traitement de surface.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	ratio de consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 4.1.4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Plans et schémas des réseaux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	VLE effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.6.3.2 (modifié par article 2 AP 7 décembre 2007)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
7	VLE effluents aqueux - autosurveillance J/H/M	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article article 3.1.6.3.2 (modifié par article 2 AP 7 décembre 2007)	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
8	VLE effluents -paramètres As/Azote/AOX	Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	VLE et surveillance - paramètres Al/Sn/Pb	Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Surveillance des rejets atmosphériques par laboratoire	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.2.3.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
12	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 3.2.3.2	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		article 3.2.3.2 modifié par article 1 APC du 7/12/2005			
13	Etiquetage produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Règles aménagements de la station de détoxification	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 4.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Captation des émissions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etat des stocks
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, [...] La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 28 juin 2024, l'inspection constate que le registre indiquant la quantité de produits dangereux détenus n'est pas à jour et que les quantités sont erronées.</p> <p>Dans son courrier réponse daté du 15 octobre 2024 (reçu par courriel le 29 septembre 2025), l'exploitant indique qu'un nouvel ERP est en cours de finalisation pour fin 2024 celui-ci permettra d'avoir un état des stocks en instantané avec une mise à jour lors de l'utilisation des produits dans l'atelier.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique que l'état des stocks est mis à jour chaque semaine.</p> <p>L'exploitant présente un inventaire des substances détenues, par échantillonnage l'inspection vérifie la cohérence du registre avec l'état des stocks sur le terrain:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- keykott MBT 8 bidons en stocks sur le terrain dans le boxe B,</li> <li>- Acide chlorhydrique 30 à 32 % 4 conteneurs dans le boxe C,</li> <li>- Acide nitrique 1 m<sup>3</sup> dans le boxe C.</li> </ul> <p>Les quantités sont cohérentes avec le registre.</p> <p><b><u>Le précédent écart est soldé.</u></b></p> <p>Comme indiqué lors de la précédente visite, le stockage de produits pour les activités des 4 sites GMC, PSG, Galva plus et Chemicolor se fait sur le site de GMC. L'inspection rappelle à l'exploitant que toutes les quantités stockées sur le site de GMC sont à prendre en compte pour le calcul du classement selon les rubriques 4XXX du site GMC.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 :** ratio de consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 4.1.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les ratios moyens mensuel et annuel de consommation d'eau ne doivent pas excéder respectivement les valeurs de 7 et 6 l/m2/fonction de rinçage (fr).  Les chaînes H et I devront quant à elles respecter un ratio de 3 l/m2/fr.  Un calcul de ce ratio est effectué mensuellement et les résultats correspondants sont transmis trimestriellement à l'Inspecteur des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 28 juin 2024, l'inspection constate que les ratios de consommation d'eau ne sont pas respectés pour l'ensemble des lignes de traitement.</p> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il est possible d'effectuer une demande d'aménagement des prescriptions s'il le juge utile.</p> <p>Dans son courrier du 15 octobre 2024 (copie reçue le 29 septembre 2025 par courriel), l'exploitant indique les pièces clients, les modes opératoires, les exigences de qualité et de productivité, les contraintes réglementaires diverses telle que l'arrêté sécheresse l'oblige à constamment revoir ses équipements et ses paramètres de production.  Il indique également que la stratégie est de réduire l'empreinte environnementale en réduisant les consommations d'eau mais aussi d'optimiser notre productivité et notre qualité de prestation afin de rester compétitif et en activité. Ainsi pour les chaînes A et C, les ratios sont supérieurs à ceux définis dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Lors de la présente visite l'exploitant indique ne pas avoir d'autres éléments à porter à la connaissance de l'inspection.</p> <p>L'écart est maintenu et l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est possible d'effectuer une demande d'aménagement des prescriptions s'il le juge utile . Cette demande devra être dûment motivée avec la transmission de l'ensemble des documents nécessaire à la justification de cet</p>

aménagement .

**Constats: Les ratios de consommation d'eau ne sont pas respectés pour l'ensemble des lignes de traitement.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : Plans et schémas des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/09/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment :

-l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;

-les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire...) ; [...]

AMPG 30/06/2006 article 16

I. - Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées (bains usés, effluents industriels, eaux pluviales polluées...) des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible.[...]

II. - [...] Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas de plan des réseaux de collecte des effluents. Il n'a pas été possible, par exemple, pour l'inspection de savoir si les eaux d'incendie sont bien dirigées vers le bassin de confinement.</p> <p>Le précédent constat est maintenu.</p> <p><b>Constats: L'exploitant ne dispose d'aucun plan des réseaux d'effluents aqueux (eaux pluviales, eaux traitées...).</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 4 : Isolement du site**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre.</p> <p>Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. L'étanchéité de la dalle sur laquelle reposent les installations est régulièrement vérifiée et renforcée en cas de nécessité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 28 juin 2024, l'inspection constate que la vanne guillotine n'est pas signalée et ne dispose pas de consigne de mise en œuvre ni de pompe de relevage qui doit diriger les eaux</p>



vers le bassin de confinement.

Dans son courrier réponse daté du 15 octobre 2024 (reçu par courriel le 29 septembre 2025), l'exploitant indique qu'une signalétique et des consignes seront posées.

Lors de la présente visite, l'inspection constate la présence d'une signalétique et d'une consigne sur panneau.

**Constat:** L'écart est levé.

L'inspection rappelle qu'en l'absence de plan des réseaux, elle ne peut pas constater que l'ensemble des eaux collectées sur le site arrive sur un point de rejet unique (point de contrôle précédent - PdC3)

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Règles aménagements de la station de détoxification

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 4.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/09/2024

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les réservoirs (fosses ou cuves) utilisés pour le stockage ou la reprise des effluents doivent avoir une affectation unique et clairement identifiée. **Le niveau intérieur des effluents contenus doit pouvoir être contrôlé en permanence du lieu de commande de l'unité avec report d'alarme pour le niveau haut.**

Dans ce cas d'alarme, leur remplissage est interrompu automatiquement.

[...]

**Constats :**

Lors de la visite du 28 juin 2024, l'inspection constate que le réservoir de reprise "bain de passivation" n'est pas clairement identifié.

L'ensemble de la prescription a été contrôlé lors de la précédente inspection. Seul l'écart noté lors de la précédente inspection est contrôlé ce jour.

Un panneau indique clairement "bain usés de passivation".

**Constats: L'écart est levé.**

Lors de la visite de l'installation de traitement des eaux, l'inspection constate que le synoptique de la chaîne contient encore la mention de bains usées chromiques. Dans son courrier daté du 9 octobre 2025, l'exploitant indique que les identifications ont été mises à jour et a transmis une photo du nouveau synoptique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 :** VLE effluents aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.1.6.3.2 (modifié par article 2 AP 7 décembre 2007)

**Thème(s) :** Risques chroniques, eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/09/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux, ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies. Le tableau qui suit regroupe pour chaque paramètre les conditions de rejets à respecter :

Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)	flux maximum journalier (g/j)	flux moyenne mensuelle (g/j)
DCO	150	45 000	36 000
DBO5	50	15 000	12 000
MES	30	9 000	7 200

Hydrocarbures	10*	3 000	2 400
F-	5	1 500	1 200
P	5	1 500	1 200
Ni	2	600	480
Mn	1	300	240
Cu	1	300	240

Fe	2.5	750	600
Al	2.5	750	600
Cr t	1.5	450	360
Cr6+	0.1	30	24
Pb	0.5*	150	120
Etain	2	600	480
Zn	3	990	900
Métaux totaux	15	4 500	3 600

CN	0.1	30	24
No2-	20	6 600	6 000

[...]

\*VLE AMPG plus contraignante

Article 20 de l'arrêté du 30 juin 2006 :

Hydrocarbures 5mg/l

plomb 0.4mg/l

[...]

### Constats :

L'ensemble des paramètres sont mesurés hors paramètres As Azote AOX (écart noté dans point de contrôle indépendant).

Lors de la visite du 28 juin 2024, l'inspection constate que les VLE en concentration ne sont pas respectées pour la DCO, les MES, le Chrome sur les contrôles ponctuels trimestriels.

Dans sa réponse du 15 octobre 2024, l'exploitant indique que sa station de traitement est entretenue et qu'il existe des aléas de traitement. De plus, selon lui, les fortes réductions de consommation d'eau ainsi que la substitution de certains produits sont en cause dans les concentrations plus élevées.

Il indique également qu'une demande d'aménagement des prescriptions applicables pourrait être engagée. Demande non reçue au jour de l'inspection.

Document consulté: Bilan 24 h des rejets d'eaux du 18 au 19 juin 2025, rapport MS25-03488, transmis à l'inspection le 6 novembre 2025, dernière mesure juin 2025.

L'inspection rappelle que le respect de la prescription est validé au regard de la VLE la plus contraignante entre les arrêtés préfectoraux du site et l'AMPG du 30/06/2006.

Sont notés les paramètres en dépassements en juin 2025 et les paramètres en dépassement lors de la précédente visite (les autres paramètres mesurés sont conformes):

- DCO VLE 150mg/l, sur la dernière mesure de juin 2025 : 220 mg/l => dépassement récurrent depuis 2022 avec des VLE atteignant le double de la VLE,
- MES VLE 30 mg/l, sur la dernière mesure de juin 2025 : 49 mg/l => dépassement ponctuel,
- BO5 VLE 50mg/l, sur la dernière mesure de juin 2025 : 70 mg/l => dépassement récurrent depuis 2023 avec des VLE atteignant le double de la VLE,
- Fe VLE 2,5 mg/l, sur la dernière mesure de juin 2025 : 5,6 mg/l => dépassement récurrent depuis 2024 avec des VLE atteignant le double de la VLE

- Ni VLE 2 mg/l, sur la dernière mesure de juin 2025 : 1,21 mg/l => conforme, des dépassements en juin et septembre 2024 revenu à l'attendu.
- Chrome VLE 1,5 mg/l, sur la dernière mesure de juin 2025 : 0,102 mg/l => conforme, un dépassement ponctuel décembre 2023 revenu à l'attendu.

Au vu des dépassements récurrents pour DBO/DCO/Fe, et des échanges avec l'exploitant sur ses difficultés à respecter les VLE suite à l'abaissement des consommations d'eau, l'inspection propose un projet d'arrêté de prescriptions complémentaires prescrivant une étude technico-économique sur les possibilités de réduction de la pollution et sur les moyens garantissant le respect des Valeurs Limites d'Émission compatible avec le milieu.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il peut étudier l'opportunité de déposer une demande d'aménagement des prescriptions et des VLE en concentration qui lui sont applicables dans la mesure où l'étude technico-économique prescrite apporte tous les éléments d'appréciation notamment l'absence d'impact sur le milieu récepteur et que ces VLE en concentrations restent inférieures ou égales à celles prescrites par l'AMPG du 30/06/2006.

**Constats :** Les VLE en concentration ne sont pas respectées pour la DCO, les MES, DBO5 et Fe.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 7 : VLE effluents aqueux - autosurveillance J/H/M

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article article 3.1.6.3.2 (modifié par article 2 AP 7 décembre 2007)

**Thème(s) :** Risques chroniques, eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux, ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies. Le tableau qui suit regroupe pour chaque paramètre les conditions de rejets à respecter :

Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)	flux maximum journalier (g/j)	flux moyenne mensuelle (g/j)
DCO	150	45 000	36 000
DBO5	50	15 000	12 000

MES	30	9 000	7 200
Hydrocarbures	10*	3 000	2 400
F-	5	1 500	1 200
P	5	1 500	1 200
Ni	2	600	480
Mn	1	300	240
Cu	1	300	240

Fe	2.5	750	600
Al	2.5	750	600
Cr t	1.5	450	360
Cr6+	0.1	30	24
Pb	0.5*	150	120
Etain	2	600	480

Zn	3	990	900
Métaux totaux	15	4 500	3 600
CN	0.1	30	24
No2-	20	6 600	6 000

[...]

\*VLE AMPG plus contraignante

Article 20 de l'arrêté du 30 juin 2006 :

Hydrocarbures 5mg/l

plomb 0.4mg/l

[...]

#### Constats :

Pour l'ensemble des paramètres l'exploitant réalise une auto-surveillance journalière/hebdomadaire ou mensuelle hors Sn et Pb (écart noté dans point de contrôle indépendant).

L'inspection rappelle qu'un critère de dépassement de 10% ( article 3.1.6.3.5) existe pour la surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour).

Lors de la visite du 28 juin 2024, l'inspection constate que les VLE **en concentration ne sont pas toujours respectées sur plusieurs paramètres comme le zinc, le nickel, la DCO, NO2- et le fer.**

Par échantillonnage, l'inspection prend connaissance des déclarations Gidaf de l'exploitant sur les différents paramètres en 2025:

#### Mesure journalière

**Concernant le ZN** mesuré tous les jours de fonctionnement, périodicité respectée

en 01/2025 VLE 3 mg/l => 4 dépassements sur 20 mesures Non conforme, le flux est respecté

en 06/2025 => 3 dépassements sur 21 mesures Non conforme, flux est respecté, max 3,5 mg/l

en 07/2025 => 3 dépassements sur 22 mesures Non conforme, flux est respecté, max 3,5 mg/l

en 10/2025 => 2 dépassements sur 23 mesures Non conforme, flux est respecté, max 3,2 mg/l

**Concernant le NO2** mesuré tous les jours de fonctionnement, périodicité respectée

en 01/2025 VLE 20 mg/l => aucun dépassement conforme, le flux est respecté

en 02/2025 => 1 dépassement sur 20 mesures conforme, le flux est respecté

en 10/2025 => 3 dépassements sur 23 mesures Non conforme, flux est respecté, max 32 mg/l

Concernant les autres paramètres mesurés chaque jour en 10/2025  
aucun dépassement pour le Chrome VI/CN

#### Mesure hebdomadaire

**Concernant la DCO** VLE 150 mg/l, mesurée chaque semaine, périodicité respectée

Janvier/février/avril/octobre 2025 4 dépassements sur 4 mesures non conforme

Le flux moyen mensuel et journalier est aussi dépassé

**Concernant le Nickel** mesuré toutes les semaines, périodicité respectée:

en 01/2025 VLE 2mg/l => 1 dépassement non conforme, le flux est respecté, max 2,17 mg/l

en 02/2025 => 1 dépassement non conforme, le flux est respecté, max 2,14 mg/l

en 04/2025 => 2 dépassements non conforme, flux est respecté, max 2,21 mg/l

en 10/2025 => 1 dépassement non conforme, flux est respecté, max 2,9 mg/l

**Concernant le Fe** mesuré toutes les semaines, périodicité respectée:

en 01/2025 VLE 2,5mg/l => 1 dépassement non conforme, le flux est respecté, max 3,06 mg/l

en 02/2025 => 2 dépassements non conforme, le flux est respecté, max 4,05 mg/l

en 04/2025 => 1 dépassement non conforme, flux est respecté, max 2,68 mg/l

Au vu des dépassement récurrents et des réponses de l'exploitant indiquant qu'il n'est pas en mesure de proposer de mesures correctives, l'inspection propose de prescrire une étude technico-économique sur les possibilités de réduction de la pollution et sur les moyens garantissant le respect de Valeurs Limites d'Émission compatibles avec le milieu.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il peut étudier l'opportunité de déposer une demande d'aménagement des prescriptions et des VLE en concentration qui lui sont applicables dans la mesure où l'étude technico-économique prescrite apporte tous les éléments d'appréciation notamment l'absence d'impact sur le milieu récepteur et que ces VLE en concentrations restent inférieures ou égale à celle prescrites par l'AMPG du 30/06/2006.

**Constat : Les VLE en concentration ne sont pas toujours respectées sur plusieurs paramètres pour l'autosurveillance comme le zinc, le nickel, la DCO, NO2- et le fer.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 8 : VLE effluents -paramètres As/Azote/AOX**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, eau



**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/09/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux, ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies. Le tableau qui suit regroupe pour chaque paramètre les conditions de rejets à respecter :

Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)	flux maximum journalier (g/j)	flux moyenne mensuelle (g/j)
As	0.1	33	30
Azote	50	16 500	15 000
AOX	5	1 650	1 500

[...]

**Constats :**

Lors de la visite du 28 juin 2024, l'inspection constate que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des VLE pour les paramètres As/Azote/AOX.

L'inspection précise que même si les arrêtés préfectoraux applicables à l'établissement ne préconisent aucune périodicité concernant la surveillance de ces paramètres, l'exploitant peut se référer l'AMPG du 30/06/2006 comme explicité dans le précédent rapport.

Dans son courrier réponse daté du 15 octobre 2024 (reçu par courriel le 29 septembre 2025), l'exploitant indique qu'à ce jour, les arrêtés préfectoraux ne préconisent aucune périodicité. L'exploitant demande un arrêté consolidé pour faciliter la compréhension. L'exploitant s'engage à réaliser les mesures après vérification et validation du bien fondé de ces analyses.

Au jour de la présente visite et après consultation du Bilan 24 h des rejets d'eaux du 18 au 19 juin 2025, rapport MS25-03488, transmis à l'inspection le 6 novembre 2025.

L'inspection constate qu'aucune mesure n'est réalisée pour les paramètres As/Azote/AOX.

L'exploitant indique que l'arsenic n'est pas utilisé dans le process. L'inspection lui propose dans ce cas à l'appui d'une série de mesures de demander que ce paramètre ne soit plus suivi.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il lui appartient d'apporter les éléments nécessaires au préfet dans un porter à connaissance pour que la prescription concernant l'arsenic soit modifiée. Au vu des éléments fournis par l'exploitant, l'inspection pourra prendre un arrêté préfectoral complémentaire pour fixer les paramètres à mesurer ainsi que les fréquences de mesures associées.

**Constat: L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des VLE pour les paramètres As/Azote/AOX.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 9 : VLE et surveillance -paramètres Al/Sn/Pb**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/09/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux, ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies. Le tableau qui suit regroupe pour chaque paramètre les conditions

de rejets à respecter :

Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)	flux maximum journalier (g/j)	flux moyenne mensuelle (g/j)
Al	2.5	750	600
Pb	0.5	150	120
Sn	2	600	480

[...]

article 3.1.6.3.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2005 - programme de surveillance  
Concernant les paramètres Al, Sn et Pb, une mesure hebdomadaire par l'exploitant et une mesure trimestrielle par un laboratoire sont prescrites sur 24 heures.

**Constats :**

Lors de la visite du 28 juin 2024, l'inspection constate que l'exploitant ne réalise pas et/ou ne déclare pas l'autosurveillance selon les périodicités définies pour les paramètres Al, Sn et Pb.

Concernant les paramètres Al, Sn et Pb, une mesure hebdomadaire par l'exploitant et une mesure trimestrielle par un laboratoire sont prescrites dans l'article 3.1.6.3.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2005.

Au jour de la présente visite et après consultation du Bilan 24 h des rejets d'eaux du 18 au 19 juin 2025, rapport MS25-03488, transmis à l'inspection le 6 novembre 2025, l'inspection constate que des mesures trimestrielles sont réalisées pour les paramètres Al, Sn et Pb (décembre 2024/mars 2025/juin 2025) et les VLE respectées.

Les VLE ont été également vérifiées au regard de l'article 20 de l'AMPG du 30/06/2006.

**Concernant la mesure hebdomadaire de l'aluminium** au jour de la présente visite, l'exploitant indique que les mesures en aluminium sont réalisées chaque semaine comme peut le constater l'inspection dans le tableau de suivi de juillet 2025. Le cadre GIDAF est corrigé afin de permettre à l'exploitant de déclarer à partir de janvier 2026, les valeurs pour l'aluminium.

**Concernant les mesures hebdomadaires de plomb et d'étain** et dans sa réponse du 15 octobre 2024, l'exploitant rappelle qu'une demande d'aménagement de la prescription a été envoyée à la préfecture, les kits de mesures de ses paramètres n'étant plus disponibles. Demande qui aurait été acceptée. Ainsi l'exploitant réalise uniquement les mesures trimestrielles par le laboratoire sur ces paramètres.

À défaut de retrouver cette demande et la réponse associée, l'inspection propose à l'exploitant de renouveler sa demande pour l'ensemble des paramètres non mesurés dans un porter à connaissance au préfet. L'exploitant pourra utilement s'appuyer sur l'article 34 de l'AMPG du 30/06/2006 pour l'aménagement des fréquences des mesures. À l'issue de l'instruction de cette demande, l'inspection adaptera le cadre GIDAF et pourra prendre un arrêté préfectoral complémentaire pour fixer les paramètres à mesurer ainsi que les fréquences de mesures associées.

**Constat : dans l'attente de la demande de l'exploitant dans un porter à connaissance, l'écart est maintenu: L'exploitant ne réalise pas son autosurveillance selon les périodicités définies pour les paramètres Sn et Pb.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 10 : Captation des émissions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25

**Thème(s) :** Risques chroniques, Captation des émissions

**Prescription contrôlée :**

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté.

[...]

**Constats :**

L'inspection se rend par échantillonnage sur la ligne H, l'ensemble des bains est couvert et muni d'une aspiration avec un exutoire commun.

**Constats:** Pas d'écart constaté.

Pendant la visite, l'inspection constate la présence de liquide dans la rétention de la ligne H. Ce constat est noté dans la fiche de visite. Dans son courrier daté du 9 octobre 2025, l'exploitant indique que la rétention de la ligne H est vidée et nettoyée. L'exploitant fourni également les photos associées. L'écart est levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Surveillance des rejets atmosphériques par laboratoire**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.2.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, surveillance des rejets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant dans les tableaux ci-dessous la réalisation de mesures selon les fréquences indiquées.

Surveillance assurée par un laboratoire

Paramètres	type de suivi	périodicité
NOx	moyenne 3*1/2h	annuelle
H+	moyenne 3*1/2h	annuelle
OH-	moyenne 3*1/2h	annuelle
Cr6+	moyenne 3*1/2h	annuelle
Crt	moyenne 3*1/2h	annuelle
CN-	moyenne 3*1/2h	annuelle
métaux totaux	moyenne 3*1/2h	annuelle
débit	moyenne 3*1/2h	annuelle
vitesse d'éjection	moyenne 3*1/2h	annuelle

CN uniquement pour chaîne D et E

**Constats :**

L'exploitant fourni les rapports de mesures des émissions atmosphériques du 15 septembre 2022 pour les chaines A / B / D / J / Tribo finition.

L'exploitant a indiqué avoir prévu de réaliser les mesures en 2026.

**Constat : La périodicité des mesures sur les émissions atmosphériques n'est pas respectée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 12 : Respect des VLE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 3.2.3.2 modifié par article 1 APC du 7/12/2005

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE

**Prescription contrôlée :**

cf tableau de l'AP pour chacune des lignes.

**Constats :**

Selon le rapport concernant les mesures des émissions atmosphériques de la Chaîne B du 15 septembre 2022.

NOx 0 pour une VLE de 100 mgNm<sup>3</sup>

Acidité 0 pour une VLE de 0,5 mgNm<sup>3</sup>

Alcalinité 0,0710 pour une VLE de 10 mgNm<sup>3</sup>

Cr 0,00413 pour une VLE de 1 mgNm<sup>3</sup>

Cr VI 0 pour une VLE de 0,1 mgNm<sup>3</sup>

Ni 0,00288 pour une VLE de 5 mgNm<sup>3</sup>

Zn 0,208 mgNm<sup>3</sup>

L'inspection rappelle que le respect de la prescription est validé au regard de la VLE la plus contraignante entre les arrêtés préfectoraux du site et l'AMPG du 30/06/2006.

L'arrêté préfectoral du 7 décembre 2007, complète dans son article 1, la liste des paramètres à suivre à savoir SO<sub>2</sub>/Ni et HF.

<b>Constat:</b> L'ensemble des paramètres n'est pas mesuré.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 13 : Etiquetage produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, étiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du boxe C, l'inspection constate que l'acide nitrique n'a pas d'étiquette.  <b>Constat:</b> L'acide nitrique n'est pas correctement étiqueté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois